

Journée Chantiers Ouverts 2024 : gros plan les logements abordables et durables, les infrastructures et les emplois attractifs

Embuild place trois priorités au centre du débat en vue de la Journée Chantiers Ouverts du dimanche 26 mai : les logements abordables et durables, les investissements publics et les emplois attractifs dans la construction. Il est absolument nécessaire de mettre au point une offre de logements étendue et économe en énergie si nous souhaitons éviter une crise du. En outre, nos infrastructures ont besoin d'une large modernisation et expansion, et donc d'investissements supplémentaires. Nous demandons également une concentration plus forte sur la formation, l'activation et le recyclage.

Les logements abordables et durables constituent un élément important durant cette campagne électorale. Pour éviter une crise du logement, nous devons construire 225 000 logements supplémentaires d'ici 2030. Quand on voit que des promoteurs immobiliers abandonnent en raison de la suppression de la TVA à 6 % pour les démolitions-reconstructions, nous ne pouvons pas atteindre cet objectif. Raison pour laquelle le prochain gouvernement fédéral devrait introduire de nouveau cette TVA à 6 % sur les démolitions-reconstructions pour les projets de vente et de location.

De plus, selon la fédération de construction, il faut stimuler fiscalement la transition énergétique de notre parc résidentiel : la TVA à 6 % sur les rénovations des logements de plus de 10 ans doit être maintenue. Et cela vaut également pour la baisse de la TVA sur les pompes à chaleur, un tarif qui expire normalement à la fin de cette année. La TVA réduite à 6 % sur les panneaux solaires et les chauffe-eau solaires, qui a expiré fin 2023, doit être réintroduite le plus vite possible. Enfin, les primes régionales qui encouragent la construction et la rénovation durables devraient être maintenues et étendues.

Embuild a également précisé que les investissements publics dans les infrastructures devraient passer de 2,7 % du PIB actuellement à 4 % en 2029 et à 5 % en 2034. Ces mesures ne sont pas un luxe, elles sont indispensables, car nos infrastructures ne traverseront pas l'épreuve du temps. Le bricolage ne suffira pas, nous avons besoin d'une modernisation et d'une expansion solides. Cette intervention doit non seulement compenser des décennies de sous-investissement, mais aussi permettre aux infrastructures de répondre aux besoins futurs.

La construction de logements supplémentaires et les investissements publics complémentaires créeront évidemment plus d'emplois dans le secteur, et ce alors que la construction est déjà confrontée à une pénurie structurelle de main-d'œuvre. Raison pour laquelle Embuild mène de vastes campagnes de recrutement sur tous les fronts et que le travail dans le secteur est de plus en plus numérisé et



industrialisé, de sorte qu'il est désormais possible de faire plus de travail avec moins de travailleurs. Selon la fédération de la construction, il faut absolument se concentrer sur l'activation, la formation et le recyclage durant la prochaine législature. Ceux qui peuvent travailler, doivent travailler. Et nous avons suffisamment de travail. Un travail bien rémunéré, pas juste de quoi s'en sortir.

Le message porté par Embuild est clair. Le secteur de la construction et de l'installation joue un rôle crucial dans la transition climatique, dans la rénovation de nos infrastructures, dans la création d'emplois attrayants et dans la prospérité. Mais nous avons besoin du soutien nécessaire.